

JOUR NOIR COMME LE PÉTROLE POUR LE CANADA
Le gouvernement canadien fait la démonstration qu'il sert d'abord les intérêts des pétrolières et non ceux de ses citoyens !

Saint-Léon-de-Standon, le 12 décembre 2011. « L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) condamne fermement la trahison qu'est le retrait du Canada de l'accord de Kyoto et rappelle que le gouvernement Harper n'a pas la légitimité d'imposer un retrait de cet accord, souhaité par la grande majorité de la population. Rappelons que ce gouvernement n'a récolté que 38% des votes lors de la dernière élection. L'AQLPA appelle à la mobilisation de la société pour faire reculer le gouvernement! » déclare André Belisle, président de l'AQLPA.

On nous présente comme principale justification pour cette absurdité, le coût hypothétique imposé par Kyoto pour non respect des engagements : 7 milliards de dollars couvrant la période des 5 dernières années. Or, les dommages causés par les changements climatiques s'élèveront déjà à plus de 5 milliards de dollars PAR ANNÉE en 2020. Et ce coût annuel explosera à plusieurs dizaines de milliards si nous n'agissons pas pour contrer le réchauffement planétaire.

Outre les aspects financiers et sociaux, les impacts sur l'environnement se font déjà sentir au Canada bien plus que dans l'ensemble des pays et ce n'est qu'un début.

Le Canada est le SEUL pays à se retirer du protocole de Kyoto avant l'échéance de la première période d'engagement qui se termine en 2012. Selon Patrick Bonin, directeur Climat-Énergie à l'AQLPA, « les coûts de la mauvaise foi du Canada seront bien plus élevés que les économies potentielles et illusoire visées par le gouvernement Harper. Il est aussi paradoxal que scandaleux de voir le Canada tourner le dos à ses engagements légaux internationaux alors qu'il souhaite renforcer les pénalités pour les jeunes contrevenants qui ne respectent pas les lois... Les répercussions internationales de cette mauvaise foi se feront longtemps ressentir pour le Canada qui risque de voir les pays de la communauté internationale le pénaliser à la chaque occasion. À Durban, le Canada s'est déjà fait critiquer par plusieurs pays dont la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du sud, le groupe Afrique et l'Union Européenne, ce qui n'augure rien de bon pour la suite ! »

- 30 -

Source : **Louise Lévesque**, directrice des communications
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
Bureau : 418-642-1322 poste 294 / Cellulaire : 418-264-5575 / louise.levesque@aqlda.com

Contacts : **André Belisle**, président AQLPA
Bureau : 418-642-1322 poste 223 / Cellulaire : 418 386-6992
andre.belisle@aqlda.com

Patrick Bonin, directeur climat-énergie AQLPA
Téléphone : 450-818-1850 / Cellulaire : 514-594-1221
pbonin@aqlda.com